

Ce document demeure toujours valide, mais devra être revu et mis à jour. Veuillez communiquer avec le Conseiller de la direction du Conseiller de la direction du Propriétaire-investisseur au (613) 736-2195 pour toute question portant sur son contenu.

GBI : 8.11 POLITIQUE SUR LES GARDERIES EN MILIEU DE TRAVAIL

DATE 30/08/89

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES IMMOBILIERS

SERVICES DE GESTION DES LOCAUX À BUREAUX

VOLUME 8 - GESTION DES BIENS

[English](#)

OBJET :

Ce Conseil pratique a pour objet de préciser les responsabilités de Travaux publics Canada (TPC) comme ayant la garde des immeubles en vertu de la nouvelle Politique du Conseil du Trésor sur les garderies en milieu de travail.

HISTORIQUE :

Le Conseil du Trésor, à sa réunion du 20 juin 1991, a approuvé sa politique sur les garderies en milieu de travail. En vertu de cette dernière, les ministères peuvent mettre sur pied une garderie lorsque la demande en justifie le besoin et rend une telle entreprise viable. On mettra graduellement en place un maximum de 10 garderies sur une période de 5 ans. La responsabilité de la politique incombe au ministère employeur, et non au ministère ayant la garde des lieux de travail. Par contre, ce dernier ministère a un certain nombre de responsabilités en vertu de la politique. Lorsque Travaux publics Canada (TPC) est le ministère à qui incombe la garde des lieux de travail, il aura la responsabilité, conjointement avec le ministère principal et la société de la garderie, de trouver un endroit convenable pour aménager la garderie et de remettre un permis d'occupation à la société de la garderie approuvée en vertu de la politique. Le ministère gardien de l'immeuble doit aussi veiller à ce que le centre soit accessible aux parents et aux enfants handicapés et s'assurer que la société a obtenu les permis provinciaux et municipaux ou les deux.

CONSEILS PRATIQUES :

DÉFINITIONS :

En ce qui concerne TPC, on définit l'aménagement comme la somme des coûts attribués normalement à l'aménagement de locaux en vue de l'établissement d'une garderie, honoraires inclus. Par frais de remise à neuf, on entend ceux, honoraires compris, qui ont trait à la préparation des locaux à l'intention d'un nouveau locataire ou à la remise des locaux loués à leur état original au cas où la garderie fermerait ses portes. Par subvention locative, on entend la partie du taux maximum du marché payée à TPC par le ministère principal, à savoir 100 % les 5 premières années, et un taux variable par la suite en fonction du calcul de la subvention locative figurant à l'annexe B de la politique sur les garderies en milieu de travail.

PERMIS D'OCCUPATION :

Dans tous les cas, le permis d'occupation devra avoir été validé par le ministère de la Justice au bureau régional de TPC avant que les deux parties (TPC et la société de la garderie) ne le signent. Avant signature, la région mettra ce permis générique à jour à l'aide des données spécifiques à l'emplacement, telles que les dates, le lieu, le montant du

loyer, et les services fournis. Conformément au paragraphe 18(1) de la Loi sur les travaux publics, deux signatures sont requises sur le permis d'occupation au nom de TPC et cette délégation est conforme au Manuel des autorisations.

GARDERIES PILOTES :

Les garderies pilotes mises sur pied avant l'approbation de la présente politique, à l'exception de celle de l'Office national du film (employeur distinct), relèveront de la politique dès l'expiration de leur permis actuel d'occupation. Lorsqu'une disposition existante diffère de la politique, il faudra respecter la politique. Tout différend concernant les garderies pilotes pourra être résolu grâce au processus de résolution des différends de TPC. Si cela ne permet pas de régler le différend, on le portera à l'attention de l'autorité compétente pour la politique, à savoir le Secrétariat du Conseil du Trésor, pour résolution.

RESPONSABILITÉS FINANCIÈRES :

Travaux publics Canada, comme gardien des lieux de travail, ne devrait pas avoir à supporter de coûts supplémentaires du fait de la mise en oeuvre de cette politique. La responsabilité financière fédérale se limite à l'aménagement, à la remise à neuf et à une subvention locative, et les fonds doivent provenir des niveaux de référence existants du ministère principal. TPC doit faire connaître au ministère principal tous les coûts se rapportant à la fourniture de locaux destinés à une garderie. Ces coûts auront des répercussions tant sur l'étude de viabilité économique du ministère principal que sur son aptitude à financer les ressources que nécessite la fourniture de locaux en vue d'une garderie.

Les grosses réparations et autres dépenses résultant directement de l'exploitation d'une garderie incombent à la garderie, et la disposition concernant le recouvrement de ces dépenses devra figurer au permis d'occupation.

Les locataires, débités et non débités, doivent payer la subvention locative dans toutes les installations où il y a une garderie. Cela doit se faire grâce à un transfert de fonds du ministère principal à TPC par l'intermédiaire du POP ou par paiement direct de TPC par le ministère principal jusqu'à ce que l'on puisse procéder au transfert du POP. L'espace occupé par la garderie doit être déterminé dans un accord d'occupation (AO) distinct signé avec le ministère principal. L'AO devrait définir clairement les loyers du marché que le ministère principal doit verser au ministère gardien. La catégorie de locaux occupés par la garderie sera fournie par l'immobilier aux fins de l'AO ou du SRI. En ce qui concerne la facturation, un nouveau numéro de client du système SRI/SGF devra être créé pour les locataires non débités, tel-que demandé.

RÉFÉRENCES :

- Politique du Conseil du Trésor sur les garderies en milieu de travail (Annexe A)
- Permis d'occupation générique (Annexe B)
- Questions et réponses préparées par le Logement, AO, au sujet du rôle de TPC comme ministère ayant la garde de l'immeuble (Annexe C)
- Options pour garderies en milieu de travail (Annexe D)
- Bureaux provinciaux responsables des garderies (Annexe E)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS :

Les demandes de renseignements des ministères locataires sur des questions opérationnelles à l'occasion de la mise en oeuvre de la politique devraient être adressées au directeur régional du Logement.

Les questions soulevées soit par la région ou par un locataire nécessitant orientation et conseil soit en ce qui concerne la politique sur les garderies en milieu de travail ou le permis d'occupation générique seront adressées à Vivien

St.George, analyste de la politique sur les garderies en milieu de travail, Gestion des biens, Administration centrale, au (613) 736-2183.

On consultera le Secrétariat du Conseil du Trésor (direction de la politique du personnel ou Bureau de gestion des biens immobiliers) selon les besoins pour une interprétation et une orientation applicables à l'ensemble du gouvernement.

GARDERIES EN MILIEU DE TRAVAIL

OBJECTIF DE LA POLITIQUE :

Aider les employés qui sont des parents et qui ont besoin d'un service de garderie à poursuivre leur carrière à la fonction publique.

ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE :

L'employeur a pour politique d'aménager des garderies en milieu de travail lorsque ces projets sont réalisables sur les plans financier et opérationnel.

APPLICATION :

La présente politique s'applique à tous les ministères ou autres éléments de la fonction publique énumérés à la partie I de l'annexe de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

EXIGENCES DE LA POLITIQUE :

- **Généralités :**

1. Les conditions suivantes s'appliquent à toute garderie en milieu de travail (ci-après appelée garderie).
 1. La garderie doit recevoir l'appui d'un ministère principal ou d'un groupe de ministères usagers (parmi lesquels un ministère principal est désigné) dont les employés travaillent dans l'immeuble concerné ou à proximité.
 2. Le nombre réel ou projeté de garderies y compris le projet de garderie en question, ne doit pas dépasser une garderie par 4 000 employés dans la municipalité ou la subdivision de recensement, tel qu'il est stipulé dans le Fichier maître des codes géographiques. (voir les références.)
 3. La garderie doit pouvoir accueillir au moins 30 enfants.
 4. La garderie doit tenter de fonctionner en ayant l'ensemble ou la plupart de sa capacité utilisée par des enfants de fonctionnaires. Après les cinq premières années d'exploitation, on effectuera le calcul de la subvention locative d'après le pourcentage d'enfants de fonctionnaires qui fréquentent la garderie. (Voir l'appendice B pour plus de détails)
 5. Les frais d'aménagement de la garderie encourus par l'employeur ne doivent pas dépasser 400 000 \$ (valeur en 1991).
 6. Avant l'aménagement d'une garderie, des parents-employés bénévoles doivent constituer une société sans but lucratif (société), conformément aux dispositions législatives en vigueur dans le secteur où sera établie la garderie.

7. La garderie doit être entièrement autonome sur le plan financier, exception faite des frais d'aménagement et des subventions fédérales pour le loyer (aux taux maximaux du marché) dont il est question dans la présente politique. Le gouvernement fédéral ne dépannera aucune garderie ayant des problèmes financiers.
8. Le financement des frais d'aménagement, de location et de remise à neuf doit provenir des ressources financières actuelles du ou des ministère(s) concerné(s). (Voir le paragraphe 2.4)
9. La garderie doit respecter rigoureusement toutes les dispositions du permis d'occupation octroyé par le ministère ayant la garde de l'immeuble. (Voir le paragraphe 3.6)

• **Ministère principal :**

2. Le ministère principal doit procéder comme suit :

1. Les administrateurs généraux intéressés réservent l'option de procéder à l'établissement d'une garderie en écrivant au secrétaire du Conseil du Trésor.

Les dix options disponibles pour de nouvelles garderies sont attribuées dans l'ordre des « premiers arrivés, premiers servis ». Chaque option est échue dans un délai de six mois, sauf si le sous-ministre écrit au secrétaire pendant ce délai, pour indiquer qu'une garderie sera établie, d'après les résultats de l'examen de la viabilité économique. (voir le paragraphe 2.4)

2. Veiller à ce que :

- aucune autre garderie en milieu de travail, actuelle ou projetée, ne desserve les fonctionnaires fédéraux intéressés;
- les exigences des paragraphes 1.2 et 1.3 soient respectées.

3. Mener un sondage auprès des fonctionnaires fédéraux intéressés tout en déterminant leurs besoins linguistiques (français, anglais ou bilingues) et effectuer une analyse financière approfondie pour déterminer si la demande actuelle et anticipée est assez forte pour rentabiliser une garderie.

4. Si l'administrateur général convient que la garderie est économiquement viable et que le ministère est disposé à la parrainer à titre de ministère principal, il informe le ministère ayant la garde de l'immeuble fédéral et le secrétaire du Conseil du Trésor qu'il accepte :

- d'assumer les frais d'aménagement d'une garderie;
- de payer les dépenses de remise à neuf en faveur d'un nouveau locataire, si la garderie ferme; et
- de transférer suffisamment de fonds pour couvrir la subvention locative ou les coûts d'installation permanente, s'il y a lieu.

Dans le cas d'un groupe de ministères, chaque administrateur général doit convenir que la garderie est économiquement viable et accepter de transférer la quote-part de son ministère.

5. Recueillir et présenter des données aux fins d'évaluation, comme il est indiqué à l'appendice C.

• **Ministère ayant la garde de l'immeuble :**

3. Le ministère à qui incombe la garde du lieu de travail doit :

1. déterminer s'il existe un endroit convenable pour aménager la garderie;

2. après avoir consulté le conseil d'administration de la garderie et le ministère principal, choisir un emplacement économiquement viable dans un immeuble fédéral ou à proximité, dont les frais d'aménagement ne dépasseront pas 400 000 \$ (valeur en 1991) et en planifier l'aménagement;
3. veiller à ce que l'aménagement soit conforme aux exigences législatives s'appliquant aux garderies accréditées en vigueur dans le secteur où la garderie sera aménagée;
4. veiller à ce que les parents et les enfants handicapés puissent y avoir facilement accès;
5. s'assurer que la société a obtenu les permis nécessaires de la province ou de la municipalité ou des deux;
6. lors de la remise du permis d'occupation à la société pour l'occupation de l'espace alloué à la garderie, obtenir des conseils juridiques relativement aux termes de l'entente proposée, y compris les questions de responsabilité et de conformité à la présente politique. Le permis doit inclure une clause relative au paiement par la société d'une part du loyer au moins égale à la somme mentionnée à l'appendice B et, s'il y a lieu, une clause sur les exigences linguistiques suivant l'appendice D.

• **Société de la garderie :**

4. Avant que le ministère ayant la garde de l'immeuble ne prenne d'engagement relatif à l'aménagement de la garderie, la société doit :
 1. s'assurer que la garderie satisfait à toutes les exigences d'accréditation autres que les exigences d'aménagement qui relèvent du ministère ayant la garde de l'immeuble;
 2. obtenir du ministère ayant la garde de l'Immeuble un permis d'occupation de l'espace alloué à la garderie;
 3. dans les limites du permis d'occupation, s'engager à défrayer les frais de services, de nettoyage et d'opération de la garderie (excluant l'entretien structural);
 4. s'engager à remplir toutes les exigences relatives à la collecte des données mentionnées à l'appendice C et à présenter ces données au ministère principal.

• **Surveillance :**

Lors du contrôle de l'application de la présente politique par les ministères, le Secrétariat du Conseil du Trésor déterminera, suivant l'appendice C, combien d'enfants d'employés fréquentent la garderie.

• **Références :**

- Cadre d'enquête sur la demande et d'étude de garderies en milieu de travail. On peut obtenir un exemplaire de ce document auprès des agents ministériels chargés de la politique sur les garderies.
- Feuillet de renseignements sur les garderies en milieu de travail actuelles et prévues. On peut obtenir un exemplaire de ce document auprès des agents ministériels chargés de la politique.
- Services d'information et d'orientation sur la garde des enfants (volume Ressources humaines du MCT, chapitre 4-3)
- Fichier maître des codes géographiques, Approvisionnement et services Canada. On peut obtenir un exemplaire de ce document auprès des agents ministériels ou auprès du Groupe des systèmes du personnel, Direction des services d'information, ASC.

Le présent chapitre remplace le chapitre 18 du volume 4 du MGP.

- **Demandes de renseignements :**

Pour toute demande de renseignements sur la présente politique, prière de s'adresser à l'agent ministériel responsable. Cette personne peut, à son tour, consulter :

L'analyste de la politique sur les garderies en milieu de travail Division de l'élaboration des politiques du personnel en général et de la rémunération Direction de la politique du personnel
Secrétariat du Conseil du Trésor.

APPENDICE A - DÉFINITIONS

- **aménagement** aux fins de la présente politique seulement, les travaux d'aménagement dont les coûts sont financés par le gouvernement fédéral comprennent :
 - les murs de base (peints);
 - l'aménagement paysager extérieur avec les enceintes appropriées (clôtures);
 - les cuisines, y compris les éviers, les placards et les comptoirs;
 - les toilettes;
 - les dispositifs d'éclairage et d'aération appropriés;
 - les raccordements d'eau et d'électricité (fit-up);
- **coûts de remise à neuf** sont les coûts associés à l'aménagement des locaux pour un nouveau locataire, si la garderie devait fermer (wrap-up costs);
- **ministère principal** est le ministère chargé de satisfaire aux dispositions de l'article 2 de la présente politique. Si plusieurs ministères usagers sont intéressés par une même garderie en milieu de travail, un ministère principal doit être désigné (lead department);
- **ministère qui a la garde** d'un lieu de travail est le ministère responsable de l'administration et du contrôle du bien immobilier en question (custodian department);
- **ministère usager** est un ministère unique ou un groupe de ministères dont les employés ont signifié leur intention d'utiliser la garderie. Les modalités de financement de la garderie en milieu de travail sont établies avec le consentement des ministères usagers (paragraphe 2.4 de la politique) (user department);
- **municipalités et les subdivisions de recensement** sont les entités dont on se sert pour coder les régions géographiques des employés (municipalities or census subdivisions);
- **parent** comprend également le tuteur (parent).

APPENDICE B - CALCUL DE LA SUBVENTION LOCATIVE

Comme les garderies ont pour but d'aider les employés, elles doivent s'efforcer d'accueillir en totalité ou en majeure partie des enfants de fonctionnaires. Cependant, au cours des premières années de fonctionnement d'une garderie, il est possible que la demande émanant de la fonction publique ne soit pas suffisante pour combler la capacité d'accueil.

Compte tenu de ces facteurs, les nouvelles garderies créées en vertu de la politique permanente toucheront la subvention locative intégrale versée par l'employeur pour les cinq (5) premières années de fonctionnement, selon les modalités suivantes :

1. Délai de grâce

Le pourcentage d'utilisation de la garderie par les enfants de fonctionnaires pendant les deux premières années de fonctionnement des garderies n'est pas pris en considération.

2. Période de compilation

Au cours de la troisième, de la quatrième et de la cinquième années, la société compilera le pourcentage d'utilisation de la garderie par les enfants de fonctionnaires, en prévision de l'application de la formule de réduction du loyer, en vigueur à partir de la sixième année. La société devrait viser, pour ces trois années, une moyenne mobile de 70 p. 100 d'occupation par des enfants de fonctionnaires.

Au début de la sixième année et de chaque année suivante, la société calculera le pourcentage moyen du nombre de places utilisées par les enfants de fonctionnaires au cours des trois années précédentes.

Si la moyenne des trois années s'établit à au moins 70 p. 100, la subvention locative intégrale versée par l'employeur sera maintenue. Si la moyenne des trois années est inférieure à 70 p. 100, la subvention sera réduite proportionnellement. Veuillez consulter le tableau.

Le cas échéant, la société devra verser le montant du loyer équivalant au pourcentage de réduction de la subvention locative, le premier jour du troisième mois de la nouvelle année, à compter de la sixième année.

Toute garderie accueillant moins de 20 p. 100 d'enfants de fonctionnaires ne recevra aucune subvention.

Tableau des subventions locatives

APPENDICE C - DONNÉES REQUISES POUR L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE

1. Données annuelles que la société doit recueillir et présenter au ministère principal :

- La capacité d'accueil de la garderie, par groupe d'âge;
- Le tarif mensuel, par groupe d'âge;
- L'âge, les mois de présence de chaque enfant inscrit pendant l'année ainsi que le nom, l'adresse au travail, le numéro de téléphone et le ministère fédéral d'emploi (ou le nom de l'employeur si autre qu'un ministère fédéral) des deux parents, s'il y a lieu;
- La raison du retrait de tout enfant pendant l'année;
- Toute observation ou toute préoccupation formulées par la société concernant la politique, y compris celles portant sur l'utilisation des langues officielles.

2. Données annuelles que doit recueillir et conserver le ministère principal :

- Toutes les données annuelles de la garderie;
- Le numéro d'identification de tous les employés qui ont utilisé la garderie; ces numéros doivent être intégrés aux données présentées par la société;

Le pourcentage annuel moyen de la capacité de la garderie utilisée par des enfants d'employés (nombre de mois de présence des enfants de fonctionnaires divisé par le nombre total de mois de présence pour l'ensemble des enfants) x 100.

3. Données annuelles que le ministère principal doit présenter au ministère ayant la garde de l'immeuble :

- Le pourcentage annuel moyen de la capacité de la garderie utilisée par des enfants de fonctionnaires;
- Toute observation ou toute préoccupation formulées par la société relativement aux locaux.

4. Données annuelles que le ministère principal doit présenter au Secrétariat du Conseil du Trésor :

- La capacité d'accueil de la garderie par groupe d'âge;
- Le tarif mensuel, par groupe d'âge;
- Toute observation ou toute préoccupation formulées par la société concernant la politique;
- Le pourcentage annuel moyen de la capacité de la garderie utilisée par des enfants de fonctionnaires.

APPENDICE D - LANGUES OFFICIELLES

Lorsqu'une garderie en milieu de travail est située dans un immeuble appartenant à l'État ou loué par ce dernier dans la région de la Capitale nationale, à Montréal (identifiée comme région métropolitaine d'après le recensement), à Moncton, à Sudbury ou dans d'autres localités précisées selon le cas par le Conseil du Trésor, le permis d'occupation d'une garderie en milieu de travail doit comprendre la clause suivante :

La garderie en milieu de travail doit :

1. avoir des employés capables de communiquer avec les parents et de dispenser le programme de garde aux enfants dans l'une ou l'autre des langues officielles;
2. fournir la documentation au sujet de ses activités, y compris ses statuts, règles et règlements dans les deux langues officielles.

ANNEXE B PERMIS D'OCCUPATION DE TERRES DOMANIALES

PERMIS fait en deux exemplaires le _____ 1992

ENTRE

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA
(ci-après appelée Sa Majesté),

D'UNE PART.

et

(ci-après appelé le titulaire du permis),

D'AUTRE PART.

APRÈS AVOIR RAPPELÉ CE QUI SUIV _____

Sa Majesté est représentée par le ministre;

Le titulaire du permis a obtenu un permis conformément à l'autorisant à exploiter une garderie à

Conformément à l'article 3 du Règlement sur la concession et la location à bail de terres publiques et la Délibération du Conseil du Trésor n° _____, Sa Majesté a accepté d'autoriser le titulaire du permis à exploiter une garderie dans l'immeuble fédéral situé à _____ et désigné _____;

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

Moyennant les redevances à verser et vu les engagements pris par le titulaire du permis, Sa Majesté lui accorde un permis exclusif d'occupation des locaux visés par le permis dans la partie de l'immeuble fédéral désigné à l'annexe A des présentes pour l'exploitation d'une garderie et à cette fin uniquement.

Le titulaire du permis et Sa Majesté prennent les engagements suivants :

1. Le titulaire du permis reconnaît que le permis accordé par les présentes n'est pas censé établir, et n'établit pas, de droit réel immobilier et qu'il n'attribue aucun droit quel qu'il soit à la possession exclusive des locaux visés par le permis, et les parties conviennent que le permis ne crée entre elles que des liens de nature personnelle.
2. Le permis est incessible.
3. Ce permis prend effet le _____ 19__ et expire le _____ 19__.
4. Sous réserve du paragraphe 5 des présentes, le titulaire du permis doit verser à Sa Majesté des redevances de _____ dollars (_____ \$) en payant au receveur général du Canada la somme de _____ dollars (_____ \$) le jour de chaque mois pendant la durée de ce permis, le premier versement devant être fait le _____ 19__.
15. Le titulaire du permis s'engage à maintenir en bon état, à ses frais, l'intérieur des locaux visés par le permis, y compris toutes leurs parties, et à faire effectuer promptement toutes les réparations et les substitutions, exception faite seulement de l'usure normale.
16. Le paragraphe 15 des présentes ne vise pas les réparations au toit, aux murs extérieurs, aux portes, aux pièces mobiles des portes, aux revêtements de plancher, aux accessoires de plomberie, aux appareils de chauffage et de climatisation, aux emplacements de stationnement, sauf en cas de négligence du titulaire du permis, de ses mandataires, entrepreneurs, préposés ou invités.
17. Le ministre ou ses fonctionnaires ont le droit, sans réserve, d'examiner les locaux à tout moment.
18. Le ministre peut faire installer, entretenir ou réparer les tuyaux, câbles, conduites ou autres installations dans les locaux visés par le permis, sous les locaux ou à travers ceux-ci, dans le but de fournir des services dans toute partie de l'immeuble et le titulaire du permis n'a pas droit à une indemnité pour les inconvénients, nuisance ou inconfort en résultant.
19. Le titulaire du permis doit aviser le ministre par écrit sans délai de tout accident ou panne survenant dans les conduites d'eau ou de drainage, les appareils de chauffage, le matériel de climatisation, l'installation électrique ou les locaux de manière générale ou toute chose qui est reliée à ceux-ci; toutefois, sauf stipulation contraire des présentes, Sa Majesté n'a pas l'obligation de réparer ces pannes.
20. Le titulaire du permis sera responsable de tout dommage résultant du défaut de donner l'avis prévu au

paragraphe 19.

21. Chaque fois que Sa Majesté ne sera pas en mesure de remplir une obligation prévue aux présentes, ou qu'elle la remplira en retard ou en partie seulement, pour une raison indépendante de sa volonté, elle sera, dans cette mesure, déchargée de cette obligation pendant la période où elle sera ainsi incapable de la remplir ou qu'elle la remplira en retard ou en partie seulement.
22. Le titulaire du permis ne doit causer ou tolérer aucun gaspillage, dommage, détérioration ou altération dans les locaux visés par le permis et ne doit causer ni permettre aucune nuisance dans ces locaux.
23. Le titulaire du permis s'engage à se conformer en tout temps à la Loi sur la santé des non-fumeurs et aux directives et politiques du Conseil du Trésor du Canada relatives à l'usage des produits du tabac dans l'immeuble fédéral désigné à l'annexe A ou près de celui-ci et à faire respecter les dites Loi, directives et politiques par tous les occupants de ces locaux.
24. Le titulaire du permis peut enlever les accessoires fixes d'exploitation, mais les installations, modifications, ajouts, cloisons et accessoires fixes, sauf les accessoires fixes d'exploitation, dans les locaux visés par le permis, qu'ils y aient été installés par lui ou par Sa Majesté, seront la propriété de Sa Majesté sans dédommagement pour le titulaire du permis, qui ne doit les enlever des locaux à aucun moment pendant la durée du permis ou par la suite.
25. Le titulaire du permis ne doit pas poser ou faire poser de serrure additionnelle aux portes des locaux visés par le permis sans le consentement préalable par écrit du ministre.
33. Le titulaire du permis convient que, pendant la durée du présent permis ou de tout permis prorogé ou renouvelé, il n'accomplira ni ne permettra que soit accompli quelque acte qui puisse porter préjudice à la garantie d'assurance couvrant les locaux visés par le permis.
34. Sa Majesté n'est responsable d'aucun dommage corporel ou matériel subi par le titulaire du permis, ses mandataires, préposés, entrepreneurs ou invités, sauf s'il est dû à la négligence ou au manquement des cadres, préposés ou mandataires de Sa Majesté.
35. Le titulaire du permis s'engage à payer les taxes professionnelles ou autres, charges, redevances, cotisations et contributions perçues au regard de son occupation des locaux ou au regard des biens mobiliers et de l'entreprise qui s'y trouvent et à payer ces taxes, charges, redevances, cotisations et contributions au fur et à mesure qu'elles échoient.
36. Là où cela est exigé, le titulaire du permis doit :
 - a. recruter du personnel capable de communiquer avec les parents et de fournir les services de garderie dans les deux langues officielles;
 - b. fournir des renseignements écrits sur son fonctionnement, y compris ses statuts et son règlement, dans les deux langues officielles.
37. À l'expiration du permis, le titulaire du permis doit :
 - a. enlever immédiatement tous les biens mobiliers qu'il a placés dans les locaux visés par le permis, dont les éléments de cuisine, les meubles et le matériel de la cour de récréation, et remettre les lieux en bon état;
 - b. rembourser à Sa Majesté sur demande le coût des réparations pour les dommages causés dans les locaux visés par le permis et pour la détérioration de tout bien de Sa Majesté au moment de l'enlèvement de ses biens mobiliers.
38. Si le titulaire du permis manque à l'une ou l'autre des conditions du présent permis, Sa Majesté peut :

- a. le mettre en demeure de remédier à ce manquement ou défaut dans le délai indiqué et, au cas où il omettrait d'y remédier, de façon jugée satisfaisante par le ministre, le permis prendrait fin à la date fixée;
 - b. mettre fin au permis en avisant le titulaire par écrit.
39. Le titulaire du permis peut mettre fin au permis à tout moment en avisant le ministre par écrit soixante (60) jours à l'avance.
40. Le titulaire du permis doit, pendant toute la durée du présent permis, obtenir et tenir en vigueur le permis provincial ou municipal exigé pour l'exploitation d'une garderie.
41. Le titulaire du permis doit se conformer :
- a. à tous les ordres et directives donnés par le ministre ou en son nom à l'égard des locaux visés par le permis ou de tout risque s'y rapportant;
 - b. à toutes les lois, règlements et ordonnances fédéraux et provinciaux et les règlements municipaux qui sont applicables de quelque façon aux locaux visés par le permis ou à leur usage, de même que toutes les autres ordonnances.
52. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent permis :

| | |
|------------------------------------|---|
| jour ouvrable | Les jours de la semaine du lundi au vendredi, excepté les jours fériés. |
| locaux visés par le permis | Partie de l'immeuble désigné à l'annexe A et délimitée par un trait rouge sur une esquisse; |
| ministre | Le ministre des Travaux publics et, en outre, le sous-ministre et tout fonctionnaire de Travaux publics Canada investi des fonctions du ministre; |
| heures d'ouverture normales | Heures entre six heures et dix-huit heures les jours ouvrables; |
| langue officielle | Les langues officielles du Canada sous le régime de la Loi sur les langues officielles. |
| jour férié | comprend aussi les jours déclarés fériés par une loi provinciale ou un règlement municipal. |

EN FOI DE QUOI le présent permis a été signé au nom du sous-ministre des Travaux publics et au nom du secrétaire du ministère des Travaux publics conformément à l'article 1a de la Loi sur les travaux publics et _____ a fait apposer sur les présentes son sceau dûment attesté par les dirigeants compétents en son nom le jour et l'année indiqués ci-dessus.

| | |
|----------------------------|---|
| Témoin | Directeur régional, Logement |
| (nom en majuscules) | (nom en majuscules) |
| Témoin | Gestionnaire régional, Gestion intégrée |

(nom en majuscules)

(nom en majuscules)

NOM DU TITULAIRE DU PERMIS

Par : _____

(nom en majuscules)

(titre de poste)

(apposer le sceau de l'organisme)

Par : _____

(nom en majuscules)

(titre de poste)

ANNEXE C - POLITIQUE DU CONSEIL DU TRÉSOR SUR ES GARDERIES EN MILIEU DE TRAVAIL (ENTRÉE EN VIGUEUR LE 20 JUIN 1991)

QUESTIONS ET RÉPONSES À L'ÉGARD DE TRAVAUX PUBLICS CANADA (TPC) COMME MINISTÈRE À QUI INCOMBE LA GARDE DU MILIEU DE TRAVAIL

1. Les garderies pilotes existantes sont-elles exemptés?

Non. Tous les projets pilotes sauf celui de l'office national du film, employeur distinct, seront régis par la politique à l'expiration de leur permis d'occupation actuel. Ils disposeront également d'une période de grâce de 5 ans à l'égard de la subvention locative, pendant laquelle le loyer sera payé par le ministère principal. Lorsqu'une disposition actuelle diverge de la politique, cette dernière devra être respectée. Les différends seront portés devant le Secrétariat du Conseil du Trésor pour résolution.

2. TPC devra-t-il fournir des locaux si une demande satisfait à tous les critères de la politique?

Le choix de l'emplacement d'une garderie est à la discrétion du ministère ayant la garde de l'immeuble, mais ne se limite pas à la prise en considération d'emplacements proches mais à l'extérieur d'édifices à bureaux existants dont le gouvernement fédéral est propriétaire ou locataire. C'est pourquoi il est peu vraisemblable que TPC ne puisse trouver des locaux convenables pour une garderie. L'emplacement doit toutefois respecter toutes les exigences de la politique, dont la condition que l'aménagement ne coûte pas plus de 400 000 \$ (en dollars de 1991). TPC peut, en consultation avec le ministère principal, envisager plusieurs options d'emplacements conforme aux besoins du ministère principal pour une garderie et respectant la responsabilité de TPC pour la mise en oeuvre de la politique. TPC doit prendre l'initiative pour déterminer des options viables à l'égard de la garderie. S'il devait arriver que TPC ne puisse trouver de locaux près des lieux de travail qui conviennent à une garderie, cela pourrait avoir des incidences sur l'étude de viabilité économique d'une garderie dans le voisinage. Le ministère locataire devrait nettement définir ses besoins de locaux en vue d'une garderie tout comme pour la fourniture de tout autres locaux.

5. Un ministère à qui on a pas donné d'option aura-t-il besoin des mêmes renseignements et du même appui qu'un ministère ayant bénéficié d'une option? Devrions-nous aller de l'avant avec nos exigences en vertu de la politique?

Il peut arriver que des ministères aient fait des efforts concertés pour obtenir une garderie, et qu'un ministère différent de celui qui a bénéficié de l'option prenne le rôle principal. En outre, les ministères qui pourraient se trouver sur une liste d'attente pourraient se préparer à une étude de viabilité économique pour le cas où une option devienne disponible. Le SCT examine actuellement la possibilité de modifier la Politique sur les garderies en milieu de travail pour permettre aux détenteurs d'option de se réunir en vue de la formation d'un consortium visant la mise sur pied d'une garderie. La condition préalable reste cependant qu'un ministère sera toujours considéré comme ayant le rôle principal.

6. À quel moment TPC considère-t-il que le projet est approuvé et va-t-il de l'avant avec l'aménagement d'une garderie?

En vertu de la section 2.4 de la politique, le ministère principal doit écrire au Secrétaire du Conseil du Trésor et au ministère ayant la garde de l'immeuble fédéral dans un délai de 6 mois et leur faire savoir qu'il remplit les conditions énoncées par la politique et ira de l'avant avec une garderie. Le SCT ne remettra pas en question la décision du ministère principal, donc TPC devrait considérer le projet comme approuvé. Toutefois, il se peut que le ministère principal doive consulter TPC au cours de son étude de viabilité économique, par exemple, pour déterminer un emplacement convenable pour une garderie et obtenir un devis pour les frais d'aménagement. En outre, avant que TPC n'entreprenne l'aménagement proprement dit et n'engage des dépenses, il devra s'assurer que la société de la garderie a satisfait à ses obligations prévues par la politique (section 4), dont la signature d'un permis d'occupation avec le ministère ayant la responsabilité de l'immeuble. En outre, TPC devra demander une lettre d'entente où l'on expose clairement la responsabilité financière du ministère principal envers TPC en vertu de la Politique sur les garderies en milieu de travail.

7. Sur quelle base indexera-t-on les 400 000 \$?

Sur la base de l'indice des prix à la consommation.

8. Les frais d'aménagements incluent-ils les honoraires?

Oui. Il n'y a pas lieu de modifier les pratiques normales de facturation du fait de cette politique. Tout honoraire normalement facturé pour l'aménagement est censé faire partie de l'aménagement aux fins de la politique sur les garderies, et devrait être inclus dans le plafond de 400 000 \$ autorisé pour l'aménagement.

12. Les locataires non débités doivent-ils payer la subvention locative concernant la garderie?

Oui. En vertu de la politique, *tous* les ministères principaux doivent subventionner le loyer annuel à l'égard de la garderie, quelle que soit leur situation en matière de remboursement, et ce par transfert des niveaux de ressources par l'intermédiaire du PQP. On ne fournira aucun financement fédéral supplémentaire pour la garderie; le financement doit provenir des crédits et des niveaux de référence actuels du ministère principal. Il y aura lieu de remplir un AO distinct pour les locaux occupés par la garderie où l'on décrira avec précision les locaux et le taux du loyer tant pour ce qui est des locataires débités que des locataires non débités (ministère principal et garderie).

14. Le calcul servant à déterminer le taux moyen annuel des enfants de fonctionnaires (annexe B de la politique) est-il fondé sur l'hypothèse que le centre est occupé à pleine capacité? Dans ce cas, que se passerait-il si un centre n'est pas exploité à sa capacité totale au moment de calculer la subvention locative?

L'annexe B de la politique précise que la garderie compile le pourcentage de la capacité d'accueil utilisé par les enfants de fonctionnaires. Cela signifie que l'on utilise le pourcentage d'utilisation de préférence au pourcentage de capacité de la garderie pour déterminer la subvention locative, donc que le calcul de la subvention locative permettra d'obtenir le montant correct de la subvention de réduction du loyer.

15. Comment compilera-t-on les données ayant trait au pourcentage d'enfants de fonctionnaires qui déterminent le montant que la société de la garderie versera à Travaux publics Canada à titre de loyer?

La collecte des données incombe au ministère principal et sera surveillée par le ministère principal. Le ministère principal a tout intérêt à fournir des renseignements exacts, étant donné que ces données détermineront le montant de loyer qu'il devra prélever sur ses niveaux de référence.

ANNEXE D - OPTIONS POUR GARDERIES EN MILIEU ATTRIBUÉES SUIVANT LA

POLITIQUE SUR LES GARDERIES EN MILIEU DE TRAVAIL

A. OPTIONS COMMENÇANT LE 1ER JUILLET 1991 ET ÉCHOuant LE 31 DÉCEMBRE 1991 :

1. Justice :

Sous-ministre : John C. Tait

Représentant ministériel : Corinne Richards, (613) 941-1871

Site proposé : Ottawa

* Option prolongée jusqu'à la fin de mars 1992

2. Énergie, Mines et Ressources :

Sous-ministre : Bruce Howe

Représentant ministériel : Elaine Shaw, (613) 943-0090

Projet en voie de réalisation avec la participation d'Agriculture

3. Transport Canada :

Sous-ministre Huguette Labelle

Représentant ministériel : Dora Preto, (613) 990-5693

Site proposé : Ottawa

* Option prolongée jusqu'à la fin de février 1992

4. Affaires des anciens combattants :

Sous-ministre intérimaire : David Nicholson

Représentant ministériel : Judith Murnaghan, (902-566-8543)

Site proposé : Sainte-Anne-de-Bellevue

Projet en voie de réalisation

B. OPTION COMMENÇANT LE 26 JUILLET 1991 ET ÉCHOuant LE 27 JANVIER 1992 :

5. Approvisionnements et Services Canada :

Sous-ministre : Nick Mulder

Représentant ministériel : Joelyn Ragan (819) 956-4396

Site proposé : Hull

* Option prolongée jusqu'à la fin d'avril 1992

C. OPTIONS COMMENÇANT LE 26 AOÛT 1991 ET ÉCHOuant LE 27 FÉVRIER 1992 :

6. Pêches et Océans :

Sous-ministre : Bruce Rawson

Représentant ministériel : Lise Sincennes, (613) 990-0046

Site proposé : Ottawa

* Option prolongée jusqu'au 26 mai 1992

7. Service correctionnel :

Commissaire : Ole Ingstrup

Représentant : Holly Flowers, (613) 943-1940

Site proposé : Région (à déterminer)

D. OPTION COMMENÇANT LE 6 JANVIER 1992 ET ÉCHOuant LE 30 JUIN 1992 :

8. Affaires indiennes et du Nord Canada :

Sous-ministre : Harry Swain

Représentant ministériel : Sean Marshall, (613) 994-6537

Site proposé : Hull

9. Revenu Canada Impôt :

Sous-ministre : Pierre Gravelle

Représentant ministériel : Jean-Charles Cloutier (613) 957-2163

Site proposé : Shawinigan-sud

E. OPTION COMMENÇANT LE 2 MARS 1992 ET ÉCHOUANT LE 31 AOÛT 1992 :

10. Agriculture Canada :

Sous-ministre : Jean-Jacques Noreau

Représentant ministériel : Jaqueline Knight (613) 995- 9554

Projet en voie de réalisation avec le concours d'Énergie, mines et ressources

Liste d'attente :

Multiculturalisme et citoyenneté

1e 20 février 1992

ANNEXE E - BUREAUX PROVINCIAUX RESPONSABLE POUR LA GARDE DES ENFANTS

BRITISH COLUMBIA

Coordinator

Day Care and Infant Development Program

Ministry of Social Services and Housing

3rd Floor - Belmont Building

Victoria, British Columbia

V8V IX4

(604) 387-1275

Provincial Child Care Facilities

Licensing Board

Ministry of Health

Parliament Buildings

1515 Blanchard Street

Victoria, British Columbia

V8W 3C8

(604) 387-2679

ALBERTA

Director

Child Care Programs

Alberta Social Services

11th Floor, 7th Street Plaza

10030 - 107th Street

Edmonton, Alberta

T5J 3E4

(403) 427-4477

SASKATCHEWAN

Director

Day Care Branch

Department of Social Services

1920 Broad Street

Château Tower

Regina, Saskatchewan
S4P 3V6
(306) 767-3855

MANITOBA

Director
Child Day Care Branch
Department of Family Services
114 Garry Street, 2nd Floor
Winnipeg, Manitoba
R3C 1G1
(204) 945-2668

ONTARIO

Director
Child Care Branch
Children's Services Division
Ministry of Community and Social Services
2 Bloor Street West, 30th Floor
Toronto, Ontario
M7A 1E9
(416) 327-4865

QUÉBEC

Président/Présidente
Office des services de garde à l'enfance
100 rue Sherbrooke est
Montréal, Québec
H2X 1C3
(514) 873-2323

NOVA SCOTIA

Director of Day Care Services
Family and Children's Services Division
Department of Community Services
P.O. Box 696
Halifax, Nova Scotia
B3J 2T7
(902) 424-3204

NEW BRUNSWICK

Provincial Coordinator
Early Childhood Services
Department of Health & Community Services
P.O. Box 5100
Fredericton, New Brunswick
E3B 5G8
(506) 453-2950

PRINCE EDWARD ISLAND

Provincial Coordinator for Early
Childhood Services
Corporate Services Division
Department of Health and Social Services
P.O. Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island

CIA 7N8
(902) 368-4956

NEWFOUNDLAND

Day Care and Homemaker Services
Department of Social Services
Confederation Building
P.O. Box 8700
St. John's, Newfoundland
A1B 4J6
(709) 729-5152

[[Documents en vigueur](#)] [[English](#)]